



MELISSA BARREIRO/LA TROMPETTE, AMIR COHEN/POOL/AFP VIA GETTY IMAGES, GETTY IMAGES

## Israël : un frère trahi

Les dirigeants de l'Amérique et de la Grande-Bretagne sont devenus hostiles envers l'État juif. C'est dangereux—et cela a été prophétisé.

- Richard Palmer
- [07/08/2024](#)

« Le soutien de mon administration à la sécurité d'Israël est solide comme le roc et inébranlable », a déclaré Joe Biden le 7 octobre 2023. Plus de six mois plus tard, ce soutien n'est pas seulement en déclin, mais Biden soutient fermement l'autre camp.

Lors de son invasion de Gaza, Israël a réalisé un travail incroyable pour éviter les pertes civiles. Même en prenant au pied de la lettre les chiffres de décès absurde et gonflés par Hamas, environ trois civils sont morts pour chaque deux terroristes du Hamas qu'Israël a tués. En Irak, les forces dirigées par les Américains ont tué près de 3,5 civils pour chaque combattant tué, selon les chiffres du *Conflict Casualties Monitor*.

Le faible taux de pertes civiles d'Israël est sans précédent dans l'histoire des guerres urbaines. Et tout cela face à un ennemi qui cible les civils, qui a actuellement des centaines d'otages civils (s'ils sont encore en vie), et qui *essaie* de faire tuer ses propres civils pour faire passer Israël pour le méchant dans la guerre de propagande.

PT\_FR

« ... Je n'ai jamais vu une armée prendre de telles mesures pour s'occuper de la population civile de l'ennemi, surtout lorsqu'elle combat simultanément l'ennemi dans les mêmes bâtiments », a écrit John Spencer, responsable des études sur la guerre urbaine au *Modern War Institute* de West Point. « En fait, d'après mon analyse, Israël a mis en œuvre plus de précautions pour prévenir les dommages aux civils que n'importe quelle armée dans l'histoire—au-delà de ce que le droit international exige et plus que ce que les États-Unis ont fait dans leurs guerres en Irak et en Afghanistan » (*Newsweek*, 25 mars).

Pourtant, Biden a déclaré qu'Israël « n'a pas fait assez » pour protéger les civils. Il a suspendu l'expédition de bombes et a menacé d'arrêter tous les intercepteurs de missiles à l'exception du Dôme de Fer si Israël se rend à Rafah, le dernier bastion restant du Hamas.

Et l'Amérique n'est pas le seul pays travaillant contre Israël.

Le Canada vend des armes au Qatar et à l'Arabie saoudite. Au début mars, il a repris le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), que la plupart de l'Occident a cessé de financer après avoir été pris en train d'aider le Hamas à tuer et kidnapper des Israéliens. Mais le Canada a bien annoncé un embargo sur les armes contre un pays : Israël.

Le ministre britannique des Affaires étrangères, Lord David Cameron de Chipping Norton, a menacé de faire de même. Il en va de même pour l'Australie, qui a déjà été accusée d'être délibérément lente à fournir de l'aide aux Israéliens.

De nombreuses nations anglophones du monde se tournent contre Israël. Pourquoi ?

## Poussée de la gauche

Une partie remarquable de la pression de Washington contre Israël est que la grande majorité des Américains soutient les Juifs. Quatre-vingts pour cent des Américains affirment soutenir Israël plutôt que le Hamas, selon un sondage des 24 et 25 avril auprès de près de 2 000 électeurs inscrits. Deux tiers des Américains pensent qu'Israël essaie d'éviter les pertes civiles, et à peu près le même nombre estime qu'il ne devrait pas y avoir de cessez-le-feu tant que les otages n'auront pas été libérés. Soixante-douze pour cent pensent qu'Israël devrait envoyer son armée à Rafah.

Pourtant, la gauche radicale tente de changer l'opinion nationale. Joe Biden est clairement en désaccord avec la nation.

Il en va de même pour ses bailleurs de fonds. Depuis des mois, les universités d'élite américaines accueillent des manifestations radicalement anti-israéliennes, et même ouvertement antisémites. De nombreux démocrates ont condamné les manifestations, mais ils sont soutenus par les mêmes personnes qui soutiennent la gauche radicale. Les manifestations sur le campus étudiant « incluent certains des plus grands noms dans les cercles démocrates : Soros, Rockefeller et Pritzker », a écrit *Politico*. Ils ont décrit comment « un petit groupe de poids lourds riches joue souvent un rôle disproportionné dans le financement » du mouvement pro-Hamas.

Les principaux soutiens des manifestations étaient *Jewish Voice for Peace* et *IfNotNow*. Ceux-ci sont soutenus par la *Tides Fondation*, un groupe soutenu par de grands noms tels que George Soros et, auparavant, Bill et Melinda Gates. Susan et Nick Pritzker, qui ont donné 300 000 dollars à la campagne 2020 de Joe Biden, financent des manifestations pro-palestiniennes aujourd'hui.

Certains politiciens démocrates sont confus quant à la raison pour laquelle l'argent de leurs grands donateurs va à des manifestations avec lesquelles ils ne sont pas d'accord personnellement. C'est logique si l'on comprend qui est réellement à l'origine de ces dons. Le véritable chef du mouvement de la gauche radicale et de l'administration Biden, et celui qui dirige ces dons, est Barack Obama.

## Obama et Israël

George Soros a poussé Barack Obama sur le devant de la scène en 2004, en faisant un don de 60 000 dollars pour sa candidature au Sénat, puis de 5 millions de dollars pour l'aider à remporter la présidence en 2008. Obama et Susan Pritzker sont amis depuis les années 1990.

Obama a une longue histoire de résistance aux Juifs. Il a assisté aux services religieux du pasteur Jeremiah Wright pendant 20 ans. Wright a prononcé des sermons ouvertement antisémites. L'ex-petite amie d'Obama, Sheila Miyoshi Jager, a déclaré qu'elle l'avait quitté peu après une grosse dispute qui a éclaté lorsqu'elle l'a mis au défi au sujet d'un scandale de l'antisémitisme noir dans le New York des années 1980.

L'un des plus grands « succès » d'Obama en matière de politique étrangère a été de donner plus de pouvoir à l'Iran. L'accord nucléaire de 2016 a mis fin à la pression économique qui menaçait de renverser le régime. Il a transporté par avion 400 millions de dollars en espèces pour payer l'Iran afin de libérer quatre otages américains. C'était le premier versement d'un règlement de 1,7 milliard de dollars. Il a permis à la Russie d'exporter 130 tonnes d'uranium vers l'Iran.

Pour certains observateurs, ce soutien était déconcertant. « [P]ourquoi Obama choisirait-il la République islamique comme partenaire et encouragerait-il des tactiques typiquement utilisées par des États policiers du tiers-monde reste un mystère », a écrit Lee Smith (*Tablet*, 20 mai 2020).

Un indice est apparu dans la manière dont Obama a systématiquement fait opposition à Israël. En 2009, il a comparé le traitement des Palestiniens par Israël à l'Holocauste et a lancé une campagne contre les colonies juives. En 2010, il a infâment fait entrer le Premier ministre Benjamin Netanyahu dans la Maison Blanche par une porte latérale, dans un snobisme calculé. Il a commencé à modifier la politique américaine traditionnelle de défense d'Israël aux Nations unies et a soutenu une résolution appelant Israël à se retirer du traité de non-prolifération nucléaire.

« Obama veut nuire à Israël », a écrit la journaliste vétérane Caroline Glick en 2012. « Il n'aime pas Israël. Il nomme des conseillers et des membres du cabinet hostiles à Israël, non pas malgré leurs positions anti-Israël, mais à cause de leurs positions. [...] Obama veut transformer fondamentalement la relation des États-Unis avec Israël » (*FrontPage Magazine*, 17 décembre 2012).

Un tir parthe crucial est intervenu dans les derniers jours de la présidence d'Obama, une fois qu'il ne pouvait plus être puni

par les électeurs. Après que les démocrates ont perdu l'élection de 2016, mais avant que Donald Trump ne prenne ses fonctions, Obama a permis à la Résolution 2334 de passer au Conseil de sécurité des Nations Unies, qui a qualifié tout établissement israélien sur les terres occupées par la Jordanie avant 1967 d'*illégal*. Ce mouvement a marqué les Juifs du quartier juif de la vieille ville comme des squatteurs criminels.

Cet héritage peu glorieux s'est rapidement ravivé sous l'administration Biden. Une fois de plus, le soutien à l'Iran était de retour. Le 11 septembre 2023, les États-Unis ont annoncé qu'il débloquerait 6 milliards de dollars de l'argent de l'Iran pour payer la libération des otages. Deux mois plus tard, 10 milliards de dollars supplémentaires ont été débloqués. Les États-Unis ont également donné aux Palestiniens 235 millions de dollars en « aide humanitaire »—de l'argent que le président Trump avait arrêté par crainte que cela ne finance le terrorisme.

Robert Malley, le négociateur clé de l'accord nucléaire d'Obama, a été rappelé en tant que représentant des États-Unis en Iran. Il a ensuite été forcé de démissionner après qu'il fut révélé qu'il avait aidé un agent iranien à infiltrer le Département d'État.

En février 2023, les États-Unis ont permis au Conseil de sécurité de l'ONU d'adopter une résolution condamnant le plan d'Israël d'élargir les colonies dans des territoires disputés.

En général, les Premiers ministres israéliens sont invités à Washington dans les mois suivant leur prise de fonction. Netanyahu n'a toujours pas reçu d'invitation, et Biden a sous-entendu qu'aucune invitation ne viendra à moins que Netanyahu ne renonce définitivement à ses plans de réforme politique en Israël.

Obama et ses donateurs ont effectivement eu une politique de changement de régime en Israël, qui est revenue sous Biden. Mais Netanyahu a résisté à la tempête.

Puis vint le 7 octobre 2023.

## Israël sous attaque

Après l'attaque du Hamas du 7 octobre, Israël a reçu une vague de sympathie. Barack Obama a été l'un des premiers à tempérer cette sympathie : « Il faut admettre qu'aucune main n'est propre », a-t-il déclaré lors d'une interview du 4 novembre 2023, ajoutant que « ce qui arrive aux Palestiniens est insupportable ».

Cela faisait partie d'une nouvelle poussée. Personne, en dehors d'un petit nombre de fanatiques pro-Hamas extrêmes, ne peut nier la barbarie de ce qui s'est passé le 7 octobre. Au lieu de cela, ils ont essayé de le « contextualiser » en arguant qu'Israël avait également fait des choses terribles et que sa réponse était trop dure pour les civils. En toute autre circonstance, une telle « culpabilisation de la victime » est condamnée, mais pas lorsque la victime est Israël.

Une partie de ce récit consiste à faire passer Israël pour le méchant dans les territoires disputés de Judée et de Samarie—communément appelés la Cisjordanie pour masquer ses profondes connexions avec l'histoire juive. L'administration Biden a déclaré en février que les colonies israéliennes dans cette région sont illégales. Son administration parle de « violence des colons »—comme si c'était à la même échelle et intensité que ce que fait le Hamas.

Les tactiques considérées comme justes lorsque les Alliés les ont utilisées contre les nazis—comme les campagnes de bombardement ou le blocus alimentaire—ont été qualifiées de mal, même si Israël combat une armée au moins aussi maléfique que les nazis. L'appareil mondial des tribunaux et du droit international, mis en place pour empêcher toute répétition de l'histoire nazie, a été mobilisé pour interdire les techniques mêmes qui avaient permis de vaincre les nazis.

Au lieu de bloquer Gaza, Israël était censé permettre l'entrée d'aide. Cela a été fait dès le départ, mais l'administration Biden a insisté sur le fait que ce n'était pas suffisant. Il a été clairement prouvé que le Hamas volait cette aide humanitaire, mais Israël a été blâmé et obligé d'en envoyer encore plus.

En combattant les nazis, l'Amérique a exigé une reddition inconditionnelle. Mais pour Israël, c'était trop sévère : il devrait accepter un cessez-le-feu sans conditions préalables et sans libération d'otages. Une fois de plus renonçant à son rôle de protecteur d'Israël aux Nations Unies, les États-Unis ont permis l'adoption d'une résolution appelant à un cessez-le-feu immédiat sans conditions. C'est aussi absurde et injuste qu'une résolution exigeant que les Alliés signent un cessez-le-feu immédiat avec Hitler en 1944.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Alliés ont tué des non-combattants et même des civils. Pourtant, toute erreur de la part d'Israël est considérée comme la preuve d'une intention sinistre.

Les États-Unis ne se contentent pas de protéger les terroristes du Hamas. Dans certains cas, cela les aide activement. Les États-Unis ont insisté pour qu'un quai soit construit afin d'expédier plus de fournitures à Gaza. Ensuite, ils ont confié la construction au patron du Hamas, le Qatar. « [L]es États-Unis ont changé de camp, passant d'Israël au Qatar », a déploré Yigal Carmon, fondateur de l'Institut de recherche sur les médias du Moyen-Orient, le 20 mars. Selon la chaîne israélienne Channel 14 News, Washington a insisté pour que la jetée soit construite par une entreprise de construction contrôlée par le Hamas.

Aux premières heures du 14 avril, l'Iran a lancé plus de 300 missiles sur Israël. Les missiles ont fait peu de dégâts, grâce aux alliés et au système de défense d'Israël. Mais l'Iran a fait preuve d'audace en s'attaquant directement à Israël, sans se cacher derrière des mandataires. Impunie, l'Iran pourrait devenir encore plus audacieux—ou simplement utiliser ce qu'il a appris sur

le système de défense d'Israël pour essayer à nouveau.

Pourtant, les États-Unis ont intervenu pour empêcher Israël de répondre de manière substantielle. Israël, a déclaré Biden, devrait « prendre la victoire » et ne pas « escalader les tensions ». Le gouvernement israélien a mis de côté la réponse forte qu'il avait prévue et a plutôt effectué une attaque symbolique. Il y avait même des rapports selon lesquels les États-Unis auraient non seulement donné son feu vert à l'attaque de l'Iran, mais l'auraient même aidé à calibrer ses bombardements de manière à ne pas déclencher de riposte israélienne.

Alors que la guerre à Gaza s'éternise, l'administration Biden s'est attachée à empêcher Israël d'entrer dans Rafah, qui abrite des centaines de milliers de civils palestiniens, mais qui est aussi le dernier bastion du Hamas.

Axios a rapporté le 20 avril que, pour la première fois, le gouvernement des États-Unis a fait appel à l'aide de l'Union européenne pour la mise en place d'un système de gestion de l'information pour imposer des sanctions à une partie de l'armée israélienne. Le bataillon Netzah Yehuda opère dans les territoires contestés de Judée et de Samarie. Les États-Unis ont accusé ses membres de violations des droits de l'homme.

## Un avertissement royal

« Je reste profondément préoccupé par le terrible coût humain du conflit au Moyen-Orient depuis l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre. Trop de personnes ont été tuées. Comme beaucoup d'autres, je souhaite que les combats cessent le plus rapidement possible. » Cette déclaration est similaire à de nombreuses autres émanant de célébrités et d'activistes. Mais cela est venu du prince William, héritier du trône de la Grande-Bretagne, le 20 février, la veille du débat sur le cessez-le-feu.

Les monarques britanniques *ne se mêlent jamais* de politique. Le trône est censé être quelque chose que tout le monde peut soutenir, quelles que soient les opinions politiques. Politiser la question risque la survie de la monarchie elle-même, ou du moins c'est ce que dit la théorie.

Le Prince William n'est probablement pas intimidé par des foules de plus en plus violentes et exprime des convictions personnelles profondes. Beaucoup partagent clairement son avis. La plupart ont de bonnes intentions—ils lisent des histoires d'enfants affamés, voient des familles bombardées et souhaitent la fin de la guerre. Mais le fait qu'un nombre bien plus important d'enfants mourants en Ukraine ou en Syrie ne suscite pas de réaction similaire témoigne d'un parti pris anti-israélien évident. Si un millier de Britanniques avaient été tués et que 130 étaient encore, à l'heure actuelle, retenus en otage, il est difficile d'imaginer que le Royaume-Uni accepte un cessez-le-feu.

L'immigration de masse joue un rôle dans la réaction de la Grande-Bretagne à l'égard d'Israël (encadré, page 12), mais ce n'est manifestement pas le seul facteur.

La police britannique donne régulièrement aux manifestants pro-Hamas de l'espace pour détruire tout en restreignant le mouvement des Juifs. La police a arrêté un Juif pour le crime d'être « assez ouvertement juif » à Londres pendant que des manifestants manifestaient pour le Hamas. Deux survivants israéliens du 7 octobre ont été interrogés pendant deux heures par les gardes-frontières, « pour s'assurer que vous n'allez pas faire ici ce que vous faites à Gaza », comme l'a dit un officier. Le personnel de l'hôpital a malmené un juif de 9 ans atteint d'une maladie sanguine rare.

La BBC accepte les chiffres du Hamas à leur valeur nominale tout en doutant de ceux d'Israël. Elle refuse constamment de qualifier le Hamas de groupe terroriste. Six cents avocats ont signé une lettre adressée au Premier ministre accusant Israël d'enfreindre le droit international et de possiblement commettre un génocide. Les signataires—qui incluent trois anciens juges de la Cour suprême—ont déformé ce que la Cour internationale de justice a dit sur Israël et ont distordu la vérité sur la « famine » à Gaza et le traitement des civils par Israël.

Le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, Lord Cameron, a vivement critiqué Israël, écrivant que le Royaume-Uni s'attend à ce qu'Israël « respecte le droit humanitaire international, même lorsqu'il est mis en cause de cette manière », ce qui implique qu'Israël ne le fait pas. Le Premier ministre Rishi Sunak s'est montré plus discret sur le sujet. Mais quand Israël a accidentellement frappé un convoi d'aide, il a déclaré que « trop de travailleurs humanitaires et de civils ordinaires ont perdu la vie à Gaza, et la situation devient de plus en plus intolérable ».

En février, la Grande-Bretagne a imposé des sanctions à quatre résidents israéliens vivant dans les territoires contestés de Judée et de Samarie.

D'autres ont répondu de manière similaire. Le ministre français des affaires étrangères, Stéphane Séjourné, a suggéré des sanctions contre Israël. L'Espagne envisage de reconnaître un État palestinien indépendant.

Mais malheureusement, la Grande-Bretagne, l'Amérique et le Canada sont en tête du monde en matière de trahisons. Aucun de ces autres pays n'a le niveau d'influence que possèdent les États-Unis.

## Une trahison biblique

Cette trahison est particulièrement tragique quand on considère ce que la Bible dit sur Israël. Il s'agit, après tout, d'un livre consacré à *Israël*.

Mais *Israël* est plus qu'une simple nation moderne au Moyen-Orient qui porte ce nom. L'État juif est issu d'une seule *tribu* de

l'Israël biblique : celle de Juda. Après le règne du roi Salomon, le royaume d'Israël s'est divisé. Les dix tribus du nord ont été emmenées en captivité par l'Empire assyrien à partir de 721 av. J.-C. à 718 av. J.-C., et ils ont disparu de l'histoire. Mais Dieu a fait des promesses fantastiques et spécifiques à ces tribus. Genèse 49 décrit pour chaque tribu des prophéties pour « les derniers jours ». Si les 10 tribus n'existent plus, alors votre Bible est fausse.

Herbert W. Armstrong a prouvé que la Grande-Bretagne et l'Amérique descendent de deux de ces 10 tribus : Éphraïm et Manassé. Bien que peu de gens s'en rendent compte, les Juifs sont, dans un sens très réel, nos frères.

Dieu a promis une myriade de bénédictions à toutes les nations d'Israël. La Grande-Bretagne et l'Amérique ont reçu la plus grande partie de ces bénédictions. Mais d'autres passages décrivent *des malédictions* qui suivront si nous désobéissons, y compris la division et la trahison.

Zacharie 11 : 14 déclare : « Puis je brisai ma seconde houlette Union, pour rompre la fraternité entre Juda et Israël » Nous voyons cette malédiction sous nos yeux.

« La division qui se développe entre nos nations est une faiblesse mortelle », a écrit le rédacteur en chef de *la Trompette*, Gerald Flurry, en 2021. « C'est une faiblesse que l'extrême gauche, et notamment Barack Obama, a passé des années à créer et à exploiter. Aujourd'hui, ces anciens membres de la famille royale se joignent à eux » (*Trompette*, juillet 2021).

À l'époque, il s'agissait de la division entre la Grande-Bretagne et l'Amérique, alimentée par Barack Obama et le prince Harry et son épouse. Maintenant, les vestiges d'Obama dans l'administration Biden et le prince William lui-même divisent les deux pouvoirs d'Israël au Moyen-Orient.

« Les menaces dans le monde augmentent », a écrit M. Flurry. « D'autres nations trahissent et attaquent l'Amérique, la Grande-Bretagne et Israël. De nombreuses prophéties bibliques montrent que ces tendances vont s'intensifier. Dans un monde aussi hostile, la Grande-Bretagne, l'Amérique et la nation juive d'Israël doivent rester unies et se tourner vers Dieu. Mais ils se séparent de Dieu et les uns des autres. Il n'y aura pas d'aide pour Israël, pas même d'autres nations israéliennes modernes » (ibid).

Ésaïe 9 : 21 avertit : « Manassé dévorera Éphraïm, et Éphraïm Manassé ; ensemble, ils seront contre Juda » (Nouvelle version King James). Cette division joue un rôle majeur dans les malédictions à venir.

Les versets suivants du chapitre 10 d'Ésaïe (les divisions de chapitres dans les Bibles standards ne sont pas inspirées par Dieu) condamnent ceux qui « décrètent des décrets injustes » et « détournent les nécessiteux du jugement, et ... enlèvent le droit aux pauvres de mon peuple, afin que les veuves soient leurs proies et qu'ils puissent dépouiller les orphelins ! » Ceci décrit ceux qui abusent de la loi pour faire souffrir les innocents. Mais cela pourrait également s'appliquer à la façon dont la Grande-Bretagne et l'Amérique utilisent le droit international comme une arme pour isoler et punir Israël.

Ésaïe 10 : 5 prévient que cette division et d'autres malédictions affaibliront les trois nations au point qu'elles seront attaquées et conquises par l'Assyrie. Anciennement, Juda a invité l'Empire assyrien au Moyen-Orient après avoir été attaqué par le royaume d'Israël. L'invasion assyrienne a abouti à la destruction totale du royaume du Nord—et à la destruction presque totale de Juda. Ce verset dans Ésaïe est également une prophétie des temps de la fin. Cette fois, ces tribus tomberont ensemble (Osée 5 : 5).

L'histoire se répète. Avec les États-Unis peu fiable, les Juifs regardent de plus en plus vers l'Allemagne, l'Assyrie moderne, comme leur défenseur.

Si la discorde est une malédiction, l'unité est une bénédiction, que Dieu promet d'apporter bientôt. L'agitation qui règne dans ce monde conduit à l'avènement d'un monde nouveau, où les nations seront enseignées à obéir à Dieu. Alors « la jalousie d'Éphraïm disparaîtra, et ses ennemis en Juda seront anéantis : Éphraïm ne sera plus jaloux de Juda, et Juda ne sera plus hostile à Éphraïm » (Ésaïe 11 : 13). Bientôt la rupture entre frères sera guérie.

Éphraïm était la principale nation des tribus du Nord. Ces tribus se sont séparées de Juda sous un roi éphraïmite qui a établi une capitale dans la ville éphraïmite de Sichem. Dans Ésaïe 11, « Éphraïm » signifie l'ensemble du royaume du Nord. Mais cela reflète également une rivalité de longue date entre les tribus d'Éphraïm et de Juda. La Grande-Bretagne et d'autres pays du Commonwealth qui se retournent contre Israël suivent ce modèle historique honteux.

Dans au moins quatre livres bibliques, Dieu promet de mettre fin à la division entre les tribus d'Israël et de Juda, et de les réunir (Ésaïe 11 : 13 ; Jérémie 3 : 18 ; Ézéchiel 37 : 16-24 ; Osée 1 : 11). De là, ce peuple longtemps divisé enseignera au monde entier comment s'unifier (Jérémie 3 : 17).